

Editorial

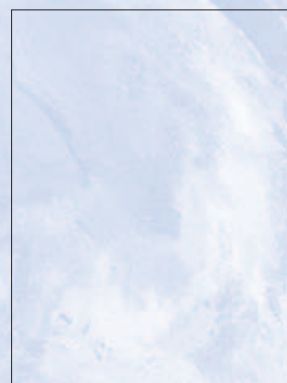
Die Übernutzung der Umwelt – eine wirtschaftliche Dummheit

Luftverschmutzung, vergiftete Böden, ausgeräumte Landschaften, Klimawandel, verseuchtes Wasser, ausgerotete Arten. Zerstört das Wirtschaftswachstum die Natur? Ist die Übernutzung der Umwelt der Preis, den wir für den wachsenden Wohlstand bezahlen müssen? Die Antwort ist ein dezidiertes Nein. Wir müssen nicht zwischen einer intakten Umwelt und einem höheren Lebensstandard wählen. Das Gegenteil ist richtig, wenn wir Umweltgerecht wirtschaften, steigt der Wohlstand. Wer auf Nachhaltigkeit verzichtet, benimmt sich wie ein Betriebsbesitzer, der bei der Kalkulation die Abnutzung seines Kapitalstocks vergisst. Er verkauft seine Produkte zu billig und meint, Gewinne zu erzielen, während er in Wirklichkeit von der Substanz lebt und sein Vermögen verschleudert! Konsumenten und ProduzentInnen werden durch falsche Preise in die Irre geführt. Angebot und Nachfrage steuern das Wirtschaftsgeschehen nur dann effizient, wenn der Wettbewerb funktioniert und wenn keine externen Effekte auftreten. Wenn diese Voraussetzungen verletzt sind, versagt der Markt und es entstehen Wohlstandsverluste. Ein Wettbewerbsgesetz mit Zähnen und Lenkungsabgaben zur Internalisierung der externen Kosten sind keine Regulierungen, die die Wirtschaft in ihrer Entfaltung behindern. Es handelt sich vielmehr um notwendige Voraussetzungen, damit der Markt effizient lenken kann.

Für die Übernutzung der Umwelt sind vor allem die externen Effekte verantwortlich. Nehmen wir als Beispiel die fossilen Energieträger. Bei der Beschaffung, dem Transport und Verbrauch von Erdöl entstehen hohe externe Kosten; die wichtigsten sind Landschaftszerstörung, Verschmutzung von Böden, Wasser und Luft, so-

wie der Klimawandel. Da diese Kosten nicht von den Verrusachern getragen werden, hat sich die Nutzung des Erdöls über das volkswirtschaftliche Optimum hinaus ausgedehnt: Wir produzieren und konsumieren zu energieintensiv. Die Hauptfolgen sind die Beeinträchtigung der Gesundheit von Menschen, Tieren und Pflanzen, sowie eine ineffiziente Produktion- Branchen- und Regionalstruktur. Obschon Lenkungsabgaben den Wohlstand steigern, sind sie unbeliebt; Politiker denken vor allem ans Kuchenstück für die eigene Klientel und weniger an den Gesamtkuchen. Wer Marktversagen korrigieren will, beeinflusst die Verteilung der Kuchenstücke und hat die prospektiven Verlierer als Gegner. Da Dank Wohlstandssteigerung mehr verteilt werden kann, sind trotzdem politische Lösungen möglich. Was abschätzig als Kuhhandel bezeichnet wird, ist ein effizienter demokratischer Mechanismus, um Interessen auszugleichen.

Beim globalen Problem Treibhausgase ist der Widerstand gegen effiziente Instrumente noch grösser, denn es wird teilweise über die Landesgrenzen umverteilt: Industrienationen sind Hauptemittenten von CO₂, Entwicklungsländer werden besonders stark von der Klimaänderung betroffen. Dazu kommt eine Umverteilung zwischen heutigen und zukünftigen Generationen. Dank den Sekundären Nutzen einer Verringerung des CO₂ - Ausstosses könnte der Interessenausgleich in der Schweiz trotzdem einfach gefunden werden. Parallel zur klimawirksamen Reduktion des CO₂ sinkt auch die Luftverschmutzung. Empirische Untersuchungen weisen eindeutig nach, dass sich für die Schweiz eine Drosselung des CO₂ - Ausstosses bereits wegen der Senkung der Gesundheitskosten lohnt. Wenn



Prof. Heidi Schelbert-Syfrig, Ökonomin
em.- Universität Zürich,
Mitglied des OcCC (beratendes Organ
für Fragen der Klimaänderung)

man die weiteren Sekundären Nutzen, u.a. effizientere Produktions-, Branchen- und Regionalstruktur, first - mover - advantage, geringere Auslandabhängigkeit dazu rechnet, ist die Reduktion des CO₂- Ausstosses ein äusserst profitables Geschäft für die Schweiz. Es wäre eine wirtschaftliche Dummheit, auf diese Chance zur Wohlstandssteigerung zu verzichten.

Contents

Editorial	1
News	3
Publications	4
Meeting Reports	6
 NCCR Climate Update	8
Seminars	10
Conferences in Switzerland	10
Continuing Education	12
Exhibitions	15

La surexploitation de l'environnement – une sottise économique

Pollution de l'air, sols empoisonnés, paysages vidés de leur substance, changements climatiques, eaux contaminées, espèces disparues. La croissance économique détruit-elle la nature? La surexploitation de l'environnement est-elle le prix à payer pour augmenter notre bien-être? La réponse est indiscutablement non. Nous ne devons pas choisir entre un environnement intact et un niveau de vie plus élevé. C'est le contraire qui est vrai: si nous menons nos activités économiques dans le respect de l'environnement, le bien-être s'accroît. Qui n'agit pas dans le sens du développement durable se comporte comme un entrepreneur qui ne tient pas compte dans ses calculs de l'érosion de son capital de base. Il vend ses produits trop bon marché et pense en tirer des bénéfices, alors qu'en réalité il vit de ses réserves et brade son capital! Consommatrices et consommateurs, productrices et producteurs sont induits en erreur par des prix faussés. L'offre et la demande ne contrôlent l'évolution du marché que si la concurrence remplit correctement sa fonction et qu'aucun effet externe n'intervient. Si ces conditions ne sont pas respectées, le marché ne remplit pas sa fonction et il s'ensuit des pertes de bien-être. Une loi sévère sur la concurrence et l'internalisation des coûts externes par des taxes d'incitation n'empêchent pas l'économie de s'épanouir. Il s'agit bien plus de conditions nécessaires pour que le marché joue efficacement son rôle directeur.

La surexploitation de l'environnement est due avant tout aux effets externes. Prenons l'exemple des supports énergétiques fossiles. L'acquisition, le transport et la consommation de pétrole occasionnent des coûts externes élevés; les plus importants sont la destruction du paysage, la pollution

des sols, de l'eau et de l'air ainsi que les changements climatiques. Etant donné que ces coûts ne sont pas supportés par ceux qui en sont responsables, il est fait du pétrole un usage qui dépasse l'optimum en terme d'économie nationale: nous produisons et consommons en utilisant trop d'énergie. Les principales conséquences sont des atteintes à la santé des êtres humains, des animaux et des plantes, ainsi qu'une structure inefficace des branches et régions de production. Bien qu'elles augmentent le bien-être, les taxes d'incitation sont mal-aimées; les politiciens pensent en premier lieu à la tranche de gâteau revenant à leur propre clientèle et moins au gâteau tout entier. Qui entend corriger les lacunes du marché influe sur la répartition des tranches de gâteau et se met les perdants prévisibles à dos. Néanmoins, des solutions politiques sont possibles, dès lors qu'il y a davantage à partager grâce à l'augmentation du bien-être. Ce qui est qualifié, en termes péjoratifs, de marchandage est un mécanisme démocratique efficace pour concilier des intérêts.

Dans le problème global des gaz à effet de serre, la résistance à l'égard d'instruments efficaces est encore plus forte, car la répartition est alors en partie transfrontalière: les pays industrialisés sont les principaux émetteurs de CO₂, les pays en développement sont particulièrement touchés par les changements climatiques. A ceci s'ajoute une redistribution entre générations actuelles et futures. Néanmoins, grâce aux bénéfices secondaires d'une diminution des rejets de CO₂, il devrait être facile en Suisse de concilier les intérêts. La réduction du CO₂, agissant sur le climat, est accompagnée d'une diminution de la pollution de l'air. Des études empiriques indiquent sans

équivoque qu'une réduction des rejets de CO₂ est payante en Suisse, ne serait-ce déjà qu'en raison de la diminution des coûts de la santé. Et si l'on ajoute au compte les autres bénéfices secondaires - entre autres une structure plus efficace des branches et régions de production, l'avantage du premier joueur ('first mover advantage'), une moindre dépendance de l'étranger - la réduction des rejets de CO₂ est alors une affaire extrêmement profitable pour la Suisse. Ce serait commettre une sottise économique que de ne pas saisir cette chance d'augmenter le bien-être.

Prof. Heidi Schelbert-Syfrig